



Administration Communale  
de  
**N O M M E R N**

## **Relevé des taxes communales concernant les autorisations en matière de bâtisses**

### **Taxes concernant les autorisations en matière de bâtisses**

- 350,00 Euros pour les autorisations concernant les constructions nouvelles;
- 250,00 Euros pour les autorisations concernant les travaux de changement d'affectation ou d'agrandissement de bâtiments existants;
- 75,00 Euros pour les autorisations concernant les modifications aux plans et projets autorisés, la construction de garages et de jardins d'hiver;
- 25 Euros pour les autorisations concernant la construction d'abris de jardins, d'abris pour bétail, de murs, de clôtures, de rénovation de toitures, de transformations ou remplacements de fenêtres et de portes, de renouvellement de façades, ainsi que pour toute autre modification similaire de moindre envergure.
- Lesdites taxes sont à verser à la caisse communale au moment de la délivrance de l'autorisation de construire.

### **Taxe de raccordement à la conduite d'eau**

- 500,00 Euros hors TVA pour chaque nouveau raccordement au réseau public de la conduite d'eau.
- La taxe de raccordement à la conduite d'eau est également due lorsqu'il s'agit de la transformation de constructions existantes si auparavant il n'y avait pas raccordement à la conduite d'eau.
- Les travaux de raccordement à la conduite d'eau sont à charge du demandeur à partir du réseau principal existant.
- La taxe de raccordement à la conduite d'eau est à verser à la caisse communale au moment de la délivrance de l'autorisation de construire.

### **Taxe de raccordement à la canalisation**

- 500,00 Euros pour chaque nouveau raccordement au réseau public de la canalisation.
- La taxe de raccordement à la canalisation est également due lorsqu'il s'agit de la transformation de constructions existantes si auparavant il n'y avait pas raccordement à la canalisation.
- Les travaux de raccordement à la canalisation sont à charge du demandeur à partir du réseau principal existant.
- La taxe de raccordement à la canalisation est à verser à la caisse communale au moment de la délivrance de l'autorisation de construire.

### **Taxe d'infrastructure générale**

- La taxe d'infrastructure générale est due afin de contribuer au financement des infrastructures publiques sur le territoire de la commune de Nommern.
- La taxe d'infrastructure générale est due pour la construction de tout immeuble comprenant un ou plusieurs logements, pour la transformation d'un bâtiment agricole, artisanal, commercial ou industriel en local d'habitation et pour chaque logement dans une construction à usage mixte ou à destination d'une profession libérale.
- La taxe d'infrastructure générale est due pour chaque logement d'une des catégories pré mentionnées, sans exception, donc également pour les logements sociaux et les constructions dont l'Etat est le maître de l'œuvre.
- La taxe d'infrastructure générale est également due pour la construction ou la transformation de tout immeuble ou partie d'immeuble non destiné au logement, mais qui requière le raccordement au réseau de canalisation, d'épuration, de conduite d'eau et/ou autres.
- La taxe d'infrastructure générale est fixée comme suit:
  - a) à 2.500,00 Euros par unité d'habitation pour les maisons d'habitation uni-familiales, jumelées ou groupées en bande;
  - b) à 2.500,00 Euros par unité d'habitation de plus de 50 m<sup>2</sup> dans les immeubles à logements collectifs ou par unité d'habitation supplémentaire de plus de 50 m<sup>2</sup> dans les maisons uni-familiales existantes ou à construire;
  - c) à 1.500,00 Euros par unité d'habitation de moins de 50 m<sup>2</sup> dans les immeubles à logements collectifs ou par unité d'habitation supplémentaire de moins de 50 m<sup>2</sup> dans les maisons uni-familiales existantes ou à construire;

d) à 1.500,00 Euros par unité pour les immeubles destinés à une profession libérale, petite et moyenne entreprise, atelier ou ferme.

- La taxe d'infrastructure générale est à verser à la caisse communale au moment de la délivrance de l'autorisation de construire.

### **Caution pour le rétablissement des lieux en cas d'endommagement du domaine public**

- L'octroi d'une autorisation de construire pour:
  - une maison d'habitation à caractère uni-familial;
  - une maison d'habitation jumelée ou groupée en bande;
  - un immeuble d'habitation collective comprenant plusieurs logements;
  - un édifice agricole, artisanal, commercial ou administratif;est subordonné au paiement d'une caution de 3.000,00 Euros pour le rétablissement des lieux en cas d'endommagement du domaine public.
- La caution sera à déposer entre les mains du receveur communal avant le début des travaux, soit en espèces, par chèque ou par lettre de garantie établie par un établissement bancaire.
- La caution sera remboursée après achèvement des travaux de construction, sous condition qu'aucun dégât causé au domaine public ne soit constaté, respectivement que tout dégât éventuellement causé ait été réparé selon les règles de l'art.

A ces fins, un procès-verbal constatant l'état des lieux sera dressé par le service technique communal avant le commencement des travaux, un second état des lieux sera établi après achèvement intégral des travaux de construction et d'aménagement des alentours. Les deux procès-verbaux seront contresignés par le maître de l'ouvrage.
- Dans le cas où il s'avérerait que le cautionnement pour le rétablissement des lieux sera insuffisant, les frais dépassant le cautionnement seront facturés au propriétaire.

Nommern, en 31 octobre 2006